matière première étrangère qui pourrait être manufacturée avec avantage dans ce pays, et impôts bas pour tout objet importé devant être consommé sans être manufacturé.

Une fois en chambre, M. Richard blâma M. Cartwright de ne vouloir rien faire pour encourager l'industrie nationale. Voici quelques-unes des paroles qu'il faisait entendre en 1876 :

Je regrette de ne pouvoir approuver le tarif du ministre des Finances. Au lieu de taxer le thé et le café, articles que nous ne pouvons produire, le ministre des Finances aurait dû imposer les articles qui peuvent être manufacturés au milieu de nous, car nous aurions pu, dans ce cas, non-seulement nous assurer un revenu, mais donner aux manufactures cette protection dont elles ont besoin. Je dois dire que nous devrions particulièrement donner de la protection à nos produits agricoles, qui sont essentiels au développement du pays et doivent servir de base à l'établissement de nos manufactures. Je ne saurais approuver ce qu'a dit l'honorable député de Bothwell, et pour ce qui regarde les Etats-Unis, je ne crains pas d'affirmer que sans la protection ils ne seraient pas aujourd'hui ce qu'ils sont.

A entendre ou lire les dernières harangues, on croirait difficilement que l'esprit de parti a pu les engager à faire un pareil soubresaut politique, on croirait difficilement qu'ils aient été autrefois des champions de la protection.

UNE FEUILLE ROUGE PROTECTIONNISTE.

On n'a pas oublié le *Bien Public*, fondé par les promoteurs du parti national à Montréal. Ce journal était rédigé par M. David et M. Beausoleil, deux chauds partisans de la protection. Or, voici ce qu'il disait en 1874 à la suite d'une réunion de l'association des manufacturiers d'Ontario :

Les résolutions adoptées à une grande assemblée de fabricants qui a eu lieu à Toronto, demandent que le tarif soit élevé à 20 pour cent sur tous les objets venant d'Angleterre et d'Irlande qui peuvent être fabriqués en Canada, et que sur tous les articles venant des Etats-Unis et d'autres pays, le